

**Discours de Philippe Collin
en clôture du Congrès National de Lille
des 13 & 14 avril 2011**

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades,

Nous venons de vivre un temps fort dans la vie de notre syndicat, notre congrès. Il nous a permis de valider "Dix mesures pour installer et sauver les paysans". Dix mesures essentielles. Dix mesures capitales non seulement pour le monde paysan mais pour toute notre société.

Comme rarement dans notre histoire, l'avenir des paysans, notre avenir n'a été aussi incertain. Celui-ci déterminera l'avenir de toute notre société.

Ces DIX MESURES sont désormais notre outil pour convaincre les paysans, leur ouvrir des perspectives, leur redonner leur fierté d'être ce qu'ils sont, donner envie à d'autres de s'installer. Elles sont aussi un outil de combat.

Pour le mener, les militants de la Confédération paysanne devront agir ici en France, en Europe, et bien sûr dans le Monde.

Dans le monde.

Les actions menées par la Confédération paysanne le sont au sein de la Via Campesina. Elles appuient le combat pour le droit à la souveraineté alimentaire.

Tout peuple doit avoir le droit de choisir comment produire, doit avoir le droit de décider comment se nourrir. Tout peuple doit rester souverain quant à son alimentation.

Tout paysan (rappelons que les paysans sont les travailleurs les plus nombreux sur la terre), doit avoir le droit de décider comment produire et comment se nourrir.

Mais pour cela encore faudrait-il qu'ils aient, les paysans, accès au foncier.

Or Les multinationales accaparent, chaque jour et toujours plus massivement les terres. Non pas tant pour la production alimentaire ou textile mais pour développer les agrocarburants, cette stupidité énergétique, cette aberration écologique, ce scandale économique,

A eux seuls, ces agro-carburants, consomment aujourd'hui 10 % des graines de la planète.

Non contentes de cela, ces mêmes multinationales imposent ou essaient d'imposer partout un mode de production unique. Celui des OGM.

Pire, ce sont encore elles, ces multinationales,

qui veulent bénéficier des droits à crédits à carbone,

tout en liquidant les forêts au Sud et cela au profit du nord.

Le premier de nos combats est l'accès au foncier, partout dans le monde.

Il est vital pour nous, paysans du monde, de limiter l'agrandissement des surfaces.

Il est vital pour nous, paysans du monde, de contrer la voracité des multinationales.

Ce combat nous l'avons mené à Copenhague. Nous l'avons mené à Cancun.

Nous continuerons à le mener, en associant, comme nous l'avons fait par le passé, notre force à celles de toutes les organisations, et, notamment avec les organisations de citoyens.

C'est à cette condition seulement que les négociateurs internationaux entendront

nos voix.

Le monde c'est aussi le G20.

Ce G20 se veut d'ailleurs le gouvernement du monde.

Nous devons dénoncer ce statut que les puissants veulent s'arroger.

Comme Nicolas Sarkozy en sera le président (peut-être veut-il être président du monde ?),

et comme il a décidé du thème

(la volatilité des prix agricoles),

nous devons être le fer de lance, ici, en France, du combat contre la politique des puissants dont le seul objectif est la liquidation des politiques publiques.

Jamais, jamais, nous n'accepterons que les protections agricoles continuent d'être démantelées.

Nous serons là, à l'occasion du G20, toujours aussi déterminés pour être les porte-voix de ceux qui, partout dans le monde, souffrent de ces politiques inhumaines.

Nous serons là, le 22 juin, pour manifester contre ces politiques ultra-libérales qui ont occasionné tant de dégâts.

La crise financière secoue le monde. Elle n'était pas une fatalité. Elle est due à ces politiques.

La volatilité des prix agricoles n'est pas une fatalité non plus. Un accident imparable. Elle est le produit de cette idéologie ultra-libérale qui liquide un peu partout les mécanismes de régulation et de maîtrise des productions. Elle est le produit de la spéculation concédée aux marchés financiers.

Nous serons là, pour dire avec le monde entier, que cela suffit.

Il faut que cesse ce jeu de massacre protégé par la loi.

Il faut que cesse ce jeu dans lequel les cartes sont truquées.

Nous continuerons à agir dans le monde et en Europe aussi.

Dans cette Union Européenne plus mondialiste que le monde lui-même.

N'est-ce pas elle cette union européenne, qui depuis 1992 fait tout pour être "OMC compatible"?

N'est-ce pas elle cette Union Européenne, qui s'arrange, pour que sans cesse il y ait moins d'intervention, moins de régulation, moins de stocks, censés, selon elle "fausser la concurrence" ?

Pour qui fait-elle tout ça ?

Pour les citoyens ?

Demandez aux Grecs, aux Irlandais, aux Portugais

Jamais la place du citoyen dans la société n'a été aussi fragile. Jamais leurs droits sociaux, leurs systèmes éducatifs, leurs services publics n'ont été aussi menacés.

Jamais la souveraineté de leurs pays n'a été autant remise en cause par les différents plans de réajustement. A qui le tour, demain ?

Pour qui fait-elle tout ça, cette Europe ?

Pour les consommateurs ?

Il n'est qu'à regarder les prix à la consommation pour se faire une opinion. Ils sont sans rapport avec les prix agricoles. Ils sont sans lien avec les prix de vente à la production.

Sans liens avec les coûts de production

Alors pour qui tout ça ?

Pour qui cette "libéralisation" qui a dévoyé le si beau mot de liberté?
Uniquement pour ceux qui possèdent.
Uniquement pour ceux qui délocalisent.
Uniquement pour ceux qui se moquent des territoires, de leurs voisins comme d'une guigne.
Uniquement pour que le "renard soit laissé libre dans le poulailler" selon une vieille formule.

La confédération dit non à cette politique !

Un temps nous avons pu croire. Nous avons pu espérer. Un texte de la Commission de l'Union Européenne ne faisait-il pas part de "petites fermes", de "territoires", de "plafonnement des aides", de "prise en compte des zones spécifiques", de "meilleur partage de la valeur ajoutée".
Mais ce n'était qu'une illusion puisque parallèlement étaient maintenus, les fameux "droits à paiements uniques" que nous avons rebaptisés "Droits à paiements --Iniques". Disons-le : iniques, ils le sont de plus en plus.
Disons-le aussi, haut et fort, les aides doivent d'abord aller aux femmes et aux hommes qui travaillent.
Il faut que cesse la politique de concentration qui rend la terre inaccessible.
Il faut que cesse l'aide au capital.
L'Europe c'est aussi, c'est d'abord la PAC.
La PAC ce n'est pas uniquement un budget. Mais ce sont des droits, des règlements.
Le budget n'est que la mise en musique de ces droits et règlements.
Nous devons nous battre pour que ces droits et règlements soient justes. Une PAC juste doit protéger les plus faibles.
La justice ne doit pas être au service des moyens, mais des femmes et des hommes, de la première force de l'agriculture, les paysans.
Nous nous battons pour une répartition juste des aides. La répartition actuelle, c'est que 80% de ces aides bénéficie à 20% des paysans.
Alors,
Il faut faire tout le contraire de ce qui se fait actuellement.
Les aides doivent d'abord aller à ceux qui travaillent.
Elles doivent sauver et créer des emplois. Elles doivent permettre de nouvelles installations.
Les aides doivent aller dans les territoires moins favorisés. Elles doivent compenser les handicaps naturels, valoriser la biodiversité, reconnaître les spécificités locales, faire que la valeur ajoutée reste sur les territoires.

Le nouveau pouvoir de co-décision du parlement est une chance que nous devons saisir pour que soient défendus les intérêts des paysans et des citoyens. Les politiques ne pourront plus tout mettre sur le dos de la commission.

Nous nous battons à Bruxelles, là où se décide une partie des politiques agricoles.
Nous nous battons pour que les lobbys n'aient plus le pouvoir.
Quel intérêt doit primer ?
Celui des firmes propriétaires de semences, par exemple, ou celui des paysans ?
Face aux plantes génétiquement modifiées, aux plantes mutées, aux plantes au service de l'industrie,

Nous devons défendre et imposer les plantes au service d'une autre agriculture, plus largement au service d'une autre société !

Nous pouvons avoir une Europe sans OGM. C'est encore possible.

Nous devons avoir une Europe sans OGM !

Notre combat en Europe se fait avec la Coordination Européenne Via Campesina, cette organisation européenne que nous avons contribué à construire et qui nous permet d'appuyer la réorientation indispensable de l'agriculture européenne.

L'Europe n'est pas responsable de tout. Enfin, pas encore.

Ce combat, il faut le mener en Europe, mais avant tout ici.

Nous amplifierons nos actions en France, sur nos territoires!

Nous pouvons agir ici pour influencer sur les questions foncières, sur les questions sociales, sur le scandale des retraites agricoles, sur les problèmes d'accès au statut.

Nous pouvons influencer, ici, sur l'application des politiques européennes, sur l'aménagement du territoire, sur la fiscalité, sur la "gouvernance" des filières.

Sur toutes ces questions, la politique nationale reste déterminante.

Qui fait les lois qui régissent le foncier ? L'État français que nous appellerons encore la république.

Qui détermine le prix et les conditions d'accès au foncier ? L'état français.

Qui laisse le champ libre à la spéculation sur les terres ? L'État français.

Qui a le pouvoir d'octroyer ou de supprimer des droits sociaux ?

Qui liquide les politiques de contrôle des structures ? Nos gouvernants.

Certes la spéculation est liée à la pression urbaine. Mais ne nous laissons pas tromper. La plus grande part de la spéculation en milieu rural est déconnectée de toute préoccupation urbaine.

Chaque jour des ministres, des industriels, y compris des représentants syndicaux entonnent le même discours :

"Grossissez" "Produisez plus" "Concentrez-vous", soyez compétitifs. Et chaque jour de plus en plus de paysans, autrefois réticents achètent, louent, investissent, en se disant que si ce n'est pas eux, ce sera un autre qui le fera, un autre qui pourtant n'en aurait pas forcément besoin, qui le ferait sans raison, ni état d'âme.

Nous devons avoir une vraie loi foncière

Pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés avec nos DIX MESURES.

Pour faciliter l'installation de nouveaux paysans.

Pour limiter les concentrations.

Pour créer des emplois.

L'agriculture actuelle liquide les emplois.

Or l'agriculture peut créer des emplois. Elle doit créer des emplois.

Nous devons favoriser l'installation mais pour quel type d'agriculture ?

Les petites fermes tentent de se développer. Ce sont elles qu'il faut aider. Ce sont elles qui permettront aux jeunes de s'installer. Ce sont elles qui donneront un avenir à ces jeunes qui contestent de plus en plus les modes de production concentrée.

Il faut aider les petites fermes bien sûr, mais aussi les fermes moyennes. Ce sont elles qui aujourd'hui prennent de plein fouet les effets de la libéralisation. Trop petites pour pouvoir continuer cette course folle à l'agrandissement, souvent déjà trop importantes pour pouvoir toutes envisager de faire de la vente directe ou de la transformation. Nous ne nourrirons pas toute la population avec des fermes en circuit court et en vente directe.

La liquidation de l'espoir pour les paysans sur des fermes moyennes est une

caractéristique du moment. Nous devons être attentifs à veiller à ce que ces deux catégories de paysans sur les petites fermes et sur les moyennes, soient pris en compte.

L'objectif principal de l'agriculture que nous défendons doit être la production de nourriture.

Elle doit être au service de la société et non à son propre service.

Elle doit permettre à chacun de trouver sa place et non la prendre à un autre.

Une agriculture qui a pour objectif sa propre fin, qui ne veut conquérir des marchés, battre allemand ou hollandais, développer des "biotechnologies", uniquement pour grossir et grossir encore, cette agriculture là est condamnée. Elle ne fait que dresser les uns contre les autres, au nom des prétendues luttes pour la production. Elle éloigne le paysan de son territoire. Elle éloigne le paysan de la population dont pourtant il fait partie. Elle l'isole. Elle le laisse seul, en proie au doute et aux difficultés. Enfin elle dénature l'environnement.

Le paysan de demain devra avoir les pieds sur sa terre. Il vivra au sein de sa communauté et non contre elle.

Non, Monsieur le Président de la République, l'environnement cela ne suffit pas comme cela !

Olivier de Schutter, rapporteur spécial auprès des Nations Unies sur le droit à l'alimentation le dit :

L'Agriculture doit cesser d'imiter l'industrie, l'agriculture doit imiter la nature.

Et la nature a toujours nourri l'homme. L'agriculture de demain doit pouvoir nourrir l'humanité.

Mais toutes les agricultures ne peuvent la nourrir de la même façon

Ne pas imiter l'industrie, c'est acquérir son indépendance énergétique. C'est un enjeu essentiel pour l'agriculture de demain

Ne pas imiter l'industrie, c'est préserver la nature et refuser le gaz de schiste qui a pour projet de la détruire.

Ne pas imiter l'industrie, c'est refuser la course au profit.

Ne pas imiter l'industrie, c'est préserver ce qui est rare et valoriser ce qui est abondant, c'est-à-dire ces femmes et ces hommes que notre société brade sans remords.

Ne pas imiter l'industrie, c'est dire non à cette compétition qui fait s'affronter nord et sud, est et ouest, zones défavorisées et zones riches. C'est dire non à la spécialisation des territoires. Non aux transports inutiles. Non aux gaspillages. Non à la pollution.

L'agriculture doit être plus proche de la nature et de ceux qui la font fructifier.

Aux concentrations industrielles, nous répondons rassemblement des paysans.

Aux menaces de disparitions, nous répondons nouvelles installations.

Aux injonctions de compétitivité, nous répondons agriculture de qualité.

A l'isolement, nous répondons solidarité.

Aux critiques et aux attaques, nous répondons débat, rencontre, confrontation des points de vue.

Le syndicat dont les paysans ont besoin sera l'œuvre des paysans eux-mêmes.

C'est pourquoi le temps est venu pour les paysans, de se rencontrer, tous, ceux qui nous sont proches comme ceux qui souffrent de l'impasse créée par l'agriculture

industrielle. Nous ne serons pas d'accord sur tout, mais la seule solution pour le savoir, c'est d'en parler

Je lance ici un appel à tous les paysans, dans chaque canton, dans chaque département, à se réunir pour échanger, construire, agir, lutter, proposer.

La crise que nous traversons a illustré les difficultés des paysans à se retrouver dans les organisations qui les représentaient. Il est nécessaire que chacun se pose aujourd'hui la question : qu'est-ce qui peut nous réunir ? Qu'est-ce qui nous divise encore ? Nous devons dépasser ce qui nous divise pour agir ensemble.

C'est pourquoi, nous appelons pour le printemps 2012 à la tenue « d'états généraux de l'agriculture.

L'heure est au rassemblement de toutes les forces qui veulent lutter contre cette entreprise de démolition des restes de la paysannerie.

Il est temps de rassembler tous ceux qui veulent le maintien des paysans dans les territoires.

Il est temps d'offrir des perspectives à tous ceux qui ont le sentiment que leur sort est menacé, que leur type de production est menacé, que leur identité de paysan est menacée.

Soyez assurés chers paysannes et paysans que nous les porterons sans fléchir lors des prochains rendez-vous électoraux. Nationaux et professionnels.

Lors de ces échéances prochaines, la parole des paysans devra être entendue. C'est le sens de notre démarche, car pour être entendus, nous devons être plus forts.

Soyez assurés chers paysannes et paysans que rien ne nous arrêtera.

L'avenir de tous les paysans, l'avenir de nous tous est en jeu.

Je vous remercie de votre attention.